

page 7 éditorial

PRE

De Mayotte en Nouvelle-Calédonie, les derniers mois nous verrouillent entre deux énoncés : la France n'a pas encore soldé son passé colonial ; la France est toujours grande parce que présente sur tous les océans du monde. Les Outre-mer sont un impensé : entre intérêt médiocre aux temps calmes et surabondantes justifications aux temps de crises.

Les « confettis de l'empire » nous renvoient de multiples définitions de nous-mêmes. Ils sont bien sûr une partie de l'héritage colonial. Ils interprètent à leur façon l'obsessionnelle extraversion qui fonde la politique étrangère française. Ils témoignent parfois d'un certain paternalisme universaliste : la France est comptable des droits qu'elle promet à ses citoyens, à ses peuples... Et ils jouent aujourd'hui leur rôle au service de la volonté de présence de Paris dans une grande redistribution de puissance à l'échelle du monde.

Pourtant, au-delà de discours convenus sur la France puissance mondiale parce que présente partout, ils témoignent des moyens désormais limités de la métropole et d'une réelle difficulté à penser le développement spécifique de territoires extrêmement divers, si éloignés qu'ils ne peuvent relever de recettes uniques et simples.

Les « modèles » très différents des crises de Nouvelle-Calédonie et de Mayotte interpellent brutalement. En Nouvelle-Calédonie, sur les vertiges d'indépendance et une coexistence des communautés mal résolue, au-delà de réelles difficultés économiques. À Mayotte, sur le délaissement radical d'un département français, en dépit des discours sur son positionnement stratégique et les « droits » de ses citoyens et résidents. La honte semble avoir épargné les responsables hexagonaux devant une tragédie qui doit pourtant beaucoup plus aux bidonvilles qu'aux humeurs du changement climatique.

Les positions « stratégiques » changent, et n'ont d'intérêt que parce qu'on peut les tenir. L'énoncé anti-colonial classique, récurrent, pourrait demain prendre des couleurs neuves, agité par des acteurs recherchant de nouveaux déploiements géopolitiques. Surtout, notre énoncé sur le caractère « stratégique » de nos assises territoriales se heurte à un constat : notre large impuissance à les faire vivre hors d'une logique postcoloniale de dépendance, à assurer leur viabilité économique, leur insertion dans leur région et éventuellement leur défense. Il ne suffit pas de proclamer la France-puissance-du-Pacifique, d'y faire voguer de temps à autre un bâtiment national, pour éviter l'AUKUS et les ennuis en Nouvelle-Calédonie...

Le Pacifique est peut-être le nouveau centre du monde, mais la Nouvelle-Calédonie, non plus que la Polynésie, ne le rendent pas français.

Interrogée, la pérennité de la présence française doit donc se prouver, en organisant l'autonomie économique de ces territoires – en jonction avec leur environnement immédiat et non par transferts de la métropole – et en redéfinissant le sens et les règles de leur autonomie. Les délégations de souveraineté en matière diplomatique, déjà engagées, peuvent être jugées positives mais inachevées.

Les discours sur la France puissance mondiale n'engendrent pas *ipso facto* des politiques crédibles. Et ils s'érodent avec nos moyens économiques, aujourd'hui restreints et demain de plus en plus mobilisés en Europe et dans ses alentours. Il est donc temps de repenser notre stratégie sur les Outre-mer, sans doute moins menacée par la méchanceté de rivaux que par nos propres fantasmes, et de la décliner au service de chacun de ces territoires. Le monde change et il pourrait bien nous imposer son changement : notre sortie d'Afrique en témoigne.

L'Union européenne peut-elle nous aider ? Après tout ces territoires dépendent tous de règles européennes et la France ne pourra seule répondre aux nouvelles logiques de puissance. Les Outre-mer français pourraient assumer une fonction « stratégique » – au-delà des discours –, en faisant leur entrée dans une politique de puissance européenne qui alignerait les moyens civils et militaires nécessaires. Pourquoi ne pas rêver ?

* * *

Autre rêve : la paix en Europe en 2025... L'idée de négociation pour mettre fin – ou une halte – au conflit d'Ukraine se bloque au cœur d'un triangle. Chacun des adversaires proclame que le temps n'est pas venu : les Russes parce qu'ils espèrent encore progresser territorialement ; les Ukrainiens parce qu'ils visent, avec l'aide internationale, une meilleure position de négociation. Deuxième élément du triangle : l'absence européenne, résultat de divergences mal cachées par les homélies bruxelloises et des mépris combinés de Moscou et de Washington. Troisième côté : la position de Washington, largement inconnue, entre démanagements pro-russes et foucades de puissance.

Trois ans après l'invasion russe, les questions de base demeurent. À quel moment négocier ? Que négocier : un arrêt immédiat des combats ou un dispositif durable de paix ? Sur quelles garanties de sécurité – garanties d'une interposition provisoire ou garanties de fond ? Avec

quelles perspectives pour une sécurité élargie à l'Europe, c'est-à-dire pour la coexistence future avec la Russie, pour Kiev mais aussi pour les autres Européens ?

Il s'agit bien de repenser l'ensemble des conditions de sécurité sur le continent européen, ce qui, d'évidence, ne peut être fait instantanément. Le problème est donc l'entre-deux temps. Mais attendre les conditions « optimales » pour cesser les combats revient à prolonger les pertes, bref, le massacre. Réclamer dès maintenant des conditions de sécurité dont on sait qu'elles sont inatteignables – la mise au pas d'une Ukraine « dénazifiée » d'un côté, l'entrée *subito* dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord de l'autre... – est d'un irréalisme dangereux. Et n'imaginer les lendemains de l'Europe que sous la forme d'une nouvelle guerre froide, un nouveau rideau militaire en son centre, revient à passer par pertes et profits tout ce qui a été pensé et réalisé diplomatiquement depuis sept décennies sur le Vieux Continent.

Peut-on souhaiter, sans trahir les Ukrainiens agressés, un arrêt proche des combats ouvrant la voie à une négociation politique – inévitablement longue ? Un cessez-le-feu garanti, au-delà des protagonistes européens, par des éléments plus larges de la communauté internationale réunis par l'ONU ? Et des négociations pour l'avenir, sans récompenser une agression russe condamnée par la quasi-totalité des États de la terre, organisant à terme une cohabitation européenne non obsédée par une démentielle course aux armements ?

Les Européens ne peuvent évidemment seuls proposer leurs solutions : ils n'ont aujourd'hui ni moyens ni voix autonomes. Mais ils pourraient tenter de sortir de leur attente tétanisée des décisions de l'Amérique, en resserrant les rangs pour prendre conscience de leurs intérêts et de leur force mais aussi en regardant plus loin : ils n'ont pas besoin de l'autorisation de Washington pour jouer sur l'échiquier mondial. Le destin de l'Ukraine ne peut se décider sans elle, sans les Européens, entre Moscou et Washington. Nombre de pays du « Sud » ont proposé leur médiation. Il faut les écouter, et ainsi donner leur chance à la paix en Europe et à un nouveau dialogue mondial. Le monde ne peut pas s'enfermer dans le Bureau ovale.



Philippe Moreau Defarges nous a quittés en janvier 2025. Des décennies durant, il a animé les comités de rédaction de Politique étrangère des idées puisées dans sa vaste culture. Ses saillies et ses régulières contributions manqueront à une revue qu'il aimait.

D. D.

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier+numérique ou e-only

TARIFS 2025

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE VOTRE COMMANDE		 €
FRAIS DE PORT		3,00 € pour une commande < à 35 € €
(achat au n° seulement)		0,01 € pour une commande > à 35 € €
TOTAL DE MA COMMANDE (commande + frais de port)		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 800 500

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Éditeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>



ARMAND COLIN